



Présence

Internationale

Rue Lt. Freddy Wampach 23
1200 Bruxelles
Email: info@pbi-belgium.org
<https://pbi-belgium.org/>
BNP Fortis: BE07 0011 0164 5366

BELGIQUE-BELGIE
P. P.
4800 VERVIERS 1
P 001436



N° 132

Ed. resp. : M. Vasic, Rue Lt. Freddy Wampach 23, 1200 Bruxelles - Bureau de dépôt : Verviers 1 - Envoi non prioritaire à tarif réduit
Abonnement : 7 euros - Cotisation de sympathisant : 15 euros - Cotisation de membre effectif : 20 euros

La solidarité est plus que jamais nécessaire

Les crises tendent à exacerber les tensions et à aggraver les injustices. Que ce soit au sein d'un même pays ou au niveau mondial, la crise planétaire due au Covid-19 n'échappe pas à ce triste phénomène, même si en même temps apparaissent ici et là des élans de solidarité.

Les défenseurs des droits humains travaillent dans le monde entier à s'assurer que les groupes vulnérables ont accès aux services de santé, d'eau et d'hygiène, et qu'ils reçoivent des informations sur le virus et ses effets. Le rôle de défense assumé par ces activistes contribue dans ce cas à une lutte plus solidaire face à l'épidémie.

D'autre part, comme les gouvernements prennent des mesures contre la propagation du coronavirus qui restreignent certaines libertés civiles, les défenseurs des droits humains veillent aussi, là où ils se trouvent, à ce que ces décisions ne se traduisent pas par une augmentation du contrôle social, de la militarisation, de la persécution politique ou de l'oppression. Il est important de rappeler à cet égard que toute mesure prise pour lutter contre l'épidémie doit être légale, nécessaire et proportionnée.

La crise sanitaire mondiale affecte également le travail des équipes de PBI dans leur mission de protection auprès de ces personnes et associations menacées que nous accompagnons habituellement. Afin de garantir la sécurité et la santé du personnel de PBI comme des défenseurs des droits humains locaux, notre organisation tente de s'adapter au mieux au contexte dans lequel les uns et les autres évoluent. Les projets de PBI poursuivent leurs activités en les adaptant aux circonstances. Par exemple, si les accompagnements de protection physique ont été suspendus, les accompagnements virtuels des personnes et des organisations ont été renforcés.

PBI se joint d'ailleurs à Amnesty International, Human Rights Watch, CEJIL, IM-Defensoras, les Nations Unies et bien d'autres organisations pour exprimer son soutien aux défenseurs des droits humains. Dans les différents pays où nous développons des projets d'accompagnement, nous ajustons notre travail en faveur des activistes menacés et renforçons nos réseaux de solidarité à cette fin.

La solidarité est plus que jamais nécessaire. N'hésitez pas à faire un don à PBI afin que l'organisation puisse continuer à soutenir les défenseurs et défenseuses des droits humains pendant la crise du coronavirus. Nous vous rappelons que notre association a désormais le droit de délivrer une attestation fiscale si vous effectuez sur l'année un don équivalant au moins à 40 euros sur le compte BE07 0011 0164 5366 de PBI-Belgium. Quoi que vous fassiez, nous vous en remercions chaleureusement d'avance.

Au sommaire

Guatemala

Lutte politique autour des droits des personnes LGBTI
Page 2

Honduras

Le Covid-19 menace les terres et les cultures des familles paysannes
Page 3

Colombie

Témoignage de Manuel Müller : «La crise du coronavirus a bouleversé ma vie de volontaire PBI»
Page 4

Portrait de l'avocat German Romero
Page 5

Kenya

Les quartiers informels de Nairobi ont besoin d'eau potable pour lutter contre le Covid-19
Page 7

Mexico

Getuigenis van de mensenrechtenverdediger Obtilia Eugenio Manuel
Pagina 8



PEACE BRIGADES INTERNATIONAL est une organisation internationale impartiale et indépendante de tout gouvernement, toute tendance politique ou croyance religieuse. PEACE BRIGADES INTERNATIONAL organise une présence internationale dans les zones de conflit armé à la demande d'associations locales menacées afin de sauvegarder l'espace nécessaire à l'action de la population civile en faveur d'un dialogue et d'une résolution non violente des conflits. PEACE BRIGADES INTERNATIONAL est une organisation officiellement reconnue par les Nations Unies.

Guatemala

Lutte politique autour des droits des personnes LGBTI

En 2019, au moins 30 meurtres de membres de la communauté LGBTI ont été enregistrés au Guatemala. Les différentes attaques sont marquées par la haine et montrent à quel point les personnes LGBTI au Guatemala sont quotidiennement confrontées à l'hostilité et au danger. Actuellement, une initiative qui vise à criminaliser totalement la communauté LGBTI est en cours de discussion au Congrès.

Au Guatemala, les personnes LGBTI n'ont jamais eu beaucoup de droits. Par exemple, elles ne bénéficient pas d'une protection de base par le biais d'une loi anti-discrimination. Elles se voient également refuser les partenariats enregistrés ou le mariage. En réponse à la reconnaissance du mariage homosexuel au Canada, l'initiative guatémaltèque 5272 "Loi pour la protection de la vie et de la famille" a vu le jour. Cette disposition interdit de fournir quelque information sur la diversité sexuelle et de genre dans les centres de formation. Par ailleurs, le mariage entre personnes de même sexe reste interdit.



Manifestation autour de l'initiative 5272

En réponse à l'initiative 5272, l'initiative 5278 exige en revanche que la haine basée sur l'orientation sexuelle ou le genre soit considérée comme une circonstance aggravante lors d'un homicide. Cependant, cette proposition ne fait pas encore partie des discussions officielles abordées au Congrès.

Le militant des droits humains Fernando Us souligne qu'un tel va-et-vient de propositions et de lois légitime et alimente des idées discriminatoires. Les élec-

tions de 2019 au Guatemala l'ont attesté : lorsqu'une association évangélique a appelé les candidats aux élections à prendre position sur l'initiative 5272, l'un d'eux a annoncé sans hésitation qu'il soutenait l'initiative visant à criminaliser les personnes LGBTI.

La violence contre les personnes LGBTI est largement répandue en Amérique latine. Au cours des cinq dernières années, 1 300 meurtres ont été enregistrés dans la région. Cela est dû non seulement à un discours politique provocateur et à la forte influence des associations d'églises, mais aussi à l'absence de poursuites judiciaires. Par exemple, le Guatemala dispose théoriquement d'un sous-registre pour enregistrer séparément les crimes de haine. De nombreuses agressions contre les personnes LGBTI sont classées comme des actes motivés par des émotions ou comme des conflits relationnels aggravés. De plus, les autorités se concentrent sur les districts urbains, de sorte que la situation dans le pays ne soit pas suivie de forme convenable et dans sa globalité, restant ainsi méconnue.

Toutefois, des progrès ont également été réalisés. Au Guatemala par exemple, un homme ouvertement gay a pour la première fois été élu au Congrès en 2019. De plus, les événements organisés par la communauté LGBTI mobilisent chaque fois plus de participants et leurs préoccupations sont de plus en plus entendues dans le système politique. Certains membres de l'église semblent également s'écarter de la ligne traditionnelle conservatrice.

En conclusion, la situation des personnes LGBTI au Guatemala reste précaire et ne se développe que lentement. Andrea González, présidente de l'organisation Otrans, souligne toutefois qu'ils ne régressent pas.

Article de PBI-Suisse

Violence à l'encontre des communautés agricoles et des défenseurs des droits humains

PBI est extrêmement préoccupée par le fait que depuis le début de la crise du coronavirus, plusieurs communautés agricoles et/ou indigènes ont été expulsées de leurs terres par la force. La mobilité limitée et l'absence physique temporaire des organisations nationales et internationales dans les communautés agricoles exacerbent la situation. Les défenseurs et défenseuses des droits humains en ressentent également les impacts négatifs. Par exemple, la maison d'Esteban Celada, un membre actif des "Avocats contre la torture en Amérique latine", a été cambriolée et tout a été détruit. La situation se révèle également de plus en plus dramatique dans les prisons, car la surpopulation et le manque d'hygiène pourraient désormais avoir des conséquences encore plus graves. De plus, les visites ne sont actuellement pas autorisées.

L'équipe de PBI sur place maintient un contact continu avec les personnes et organisations accompagnées ainsi qu'avec le réseau via des appels téléphoniques et des rencontres virtuelles. PBI observe également de près la situation dans les prisons et s'enquiert régulièrement par téléphone de l'état de santé des défenseurs incarcérés.



Honduras

Le Covid-19 menace les terres et les cultures des familles paysannes

La quarantaine stricte imposée par le gouvernement hondurien pour lutter contre le coronavirus aggrave la situation déjà précaire des familles rurales. Avec l'interdiction de se déplacer et la militarisation accentuée dans les campagnes, les paysan(ne)s ne peuvent pas s'occuper des champs et se voient ainsi privé(e)s de leur source principale de nourriture et de revenus.



Présence de PBI sur le terrain avant l'épidémie de Covid-19

Le couvre-feu absolu décrété au Honduras le 20 mars dernier a conduit la population hondurienne à être confinée chez elle. Les communautés paysannes, généralement éloignées des centres urbains, sont gravement touchées par ces mesures restrictives imposées par le gouvernement. Il leur est pratiquement impossible de se déplacer pour aller travailler, pour effectuer des démarches bancaires, pour s'approvisionner en nourriture ou en médicaments. L'impossibilité de pratiquer l'agriculture met en danger les communautés rurales, qui dépendent de cette activité pour subvenir à leurs besoins. A cela s'ajoute la présence de la police et de l'armée dans les campagnes, une militarisation qui s'est accentuée depuis le décret PCM-052-2019 publié en octobre 2019.

«Les terres sur lesquelles nous cultivons sont éloignées et lorsque nous allons travailler ou récolter nos

produits, nous nous trouvons face à des barrages routiers qui nous obligent à rentrer chez nous. On nous menace même de nous arrêter.» - Nora Ramírez, coordinatrice du Conseil régional du Progrès de la CNTC (Central Nacional de Trabajadores del Campo).

Bien que le gouvernement ait annoncé la livraison de milliers de "sacs de solidarité" pour venir en aide aux plus démunis, la CNTC estime que la distribution sera effectuée de manière très sélective, privilégiant les personnes proches du gouvernement. Les défenseurs et défenseuses des droits humains et des droits à la terre seront ainsi probablement livrés à leur propre sort.

Un accès à la santé fortement limité

Avec l'arrivée du Covid-19, le système de santé au Honduras, qui a été démantelé au cours des 10 dernières années et qui est pourtant si nécessaire pendant cette crise, peine à répondre aux besoins de la population. De nombreux centres de soins sont fermés, et ceux qui maintiennent leur activité manquent gravement de matériel de prévention médicale. Dans ce contexte, de nombreuses familles paysannes voient leur droit à la santé d'autant plus limité qu'elles vivent loin des hôpitaux et qu'il leur est difficile de se fournir en médicaments et protections sanitaires.

En cette période exceptionnelle, les personnes travaillant en faveur des droits humains, des droits territoriaux et de la souveraineté alimentaire sont plus essentielles que jamais. C'est pourquoi PBI-Honduras insiste sur l'importance de continuer à être présente auprès des personnes qui défendent les droits fondamentaux.

Article de PBI-Suisse

Les femmes défenseuses des droits humains davantage affectées par la criminalisation

En vue du troisième Examen Périodique Universel (EPU) du Honduras par le Conseil des droits de l'Homme en novembre 2020, PBI-Honduras a publié le rapport "La défense de la terre a un nom de femme". L'organisation s'inquiète de l'augmentation des cas de criminalisation des défenseurs des droits humains, et particulièrement des femmes défenseuses. De fait, entre 2013 et juin 2018, 642 femmes défenseuses ont été poursuivies pénalement, dont un pourcentage important est lié à l'engagement en faveur des droits économiques, culturels et sociaux.

Les activités visant à répondre aux besoins humains (alimentation, santé, éducation, affection) reviennent traditionnellement aux femmes. C'est pourquoi ces dernières se voient plus affectées par tout ce qui menace leurs moyens de subsistance, leur culture et l'environnement. De plus, les femmes doivent gérer la question des enfants et de la famille. Leur engagement en faveur des droits humains et les risques auxquels cela les expose les impacte davantage personnellement.

La militarisation de la sécurité publique au Honduras, à la base prévue comme une mesure temporaire, s'est normalisée. La société civile observe que le renforcement de la police militaire s'accompagne d'une augmentation des violations des droits humains. Les femmes sont d'autant plus touchées qu'elles sont confrontées à une violence de genre, qui s'attaque à leur corps et leur intimité. Des femmes défenseuses témoignent notamment avoir subi des agressions et du harcèlement sexuel de la part des forces de sécurité.



Colombie

Témoignage du volontaire suisse Manuel Müller : «La crise du coronavirus a bouleversé ma vie de volontaire PBI»

Manuel Müller, volontaire suisse de PBI, décrit dans une interview comment sa vie et son travail ont changé du fait du covid-19, et quels sont les plus grands défis actuels. Il travaille en Colombie depuis septembre 2019, où il accompagne et soutient, entre autres, la Communauté de paix de San José de Apartadó dans la défense des droits humains.



Le volontaire suisse Manuel Müller en Colombie

Comment et où avez-vous appris les mesures soudaines et drastiques prises par le gouvernement colombien concernant la crise du Coronavirus ? Quelle a été votre première réaction à ce sujet ?

Jusqu'au début du mois de mars, j'ai suivi de près la crise du coronavirus dans les médias, mais elle me semblait lointaine. Puis, pendant une semaine, j'ai accompagné la Communauté de paix au travail sur une de leurs fincas, sans signal téléphonique, sans accès aux nouvelles et mentalement très éloigné du sujet. Quand je suis retourné à la maison de PBI à Apartadó après une semaine, je me suis rendu compte que la crise était définitivement arrivée en Colombie.

Pendant mon absence, le gouvernement a pris les premières mesures et PBI s'est également adaptée aux nouvelles circonstances. Personne ne savait exactement comment nous pouvions continuer à travailler. J'ai surtout été surpris et j'ai d'abord dû gérer ça. Ensuite, cela s'est passé très rapidement. Jour après jour, le gouvernement a imposé des mesures de plus en plus drastiques et a finalement fermé les frontières quelques jours seulement après mon retour de la Communauté de paix. Je n'ai pas vraiment eu le temps de me faire une idée de la situation.

Plusieurs volontaires de votre équipe sont retournés dans leur pays d'origine en raison de la crise du coronavirus. Pourquoi avez-vous décidé de rester sur place ?

Un argument important pour moi était la situation des organisations et des communautés accompagnées, qui sont clairement plus vulnérables que dans des circonstances normales en raison de l'absence d'organisations colombiennes et internationales. Il a été démontré que les groupes illégaux profitent de l'absence d'organisations et du manque de couverture par les médias. De

nombreuses régions sont actuellement doublement "confinées" : d'une part, les petits agriculteurs ne sont pas autorisés à quitter les villages à cause du virus, rendant la culture des champs impossible, et d'autre part, la présence accrue de groupes illégaux restreint encore davantage la liberté de mouvement. Sans intervention de l'État, cela conduira inévitablement à une catastrophe humanitaire.

Comme nous ne sommes actuellement pas en mesure de fournir un accompagnement physique, nous sommes d'autant plus actifs par téléphone afin de rester en contact avec les organisations et les communautés, ainsi qu'au niveau politique. Le travail de sensibilisation et de plaider est extrêmement important en ce moment et contribue grandement à la protection des droits humains. J'ai donc décidé de rester sur le terrain pour que les droits humains restent une priorité dans cette situation difficile.

Quel est l'impact du Covid-19 sur votre vie et votre travail avec PBI en Colombie ? Quels sont les plus grands défis ?

La crise du coronavirus a bouleversé ma vie, comme elle a probablement bouleversé celle de beaucoup d'autres. La Colombie a mis en place un couvre-feu qui est rigoureusement appliqué. Contrairement à une grande partie de la population, qui travaille de manière informelle, nous, les volontaires de PBI, sommes bien sûr dans une situation privilégiée, car nous n'avons pas de soucis financiers ou existentiels, et nous bénéficions d'un soutien psychologique.

La charge de travail n'a pas changé malgré notre absence physique dans les zones où nous assurons normalement des accompagnements protecteurs. PBI a adapté son travail aux nouvelles circonstances et nous mobilisons toutes les ressources disponibles pour garantir que la situation des droits humains ne se détériore pas. Dans cette situation particulière, une nouvelle solidarité s'est également développée entre les organisations basées ici, et nous nous entraïdons comme nous pouvons.

L'un des plus grands défis à l'heure actuelle est le manque d'attention portée aux droits humains. La crise du coronavirus a, pour ainsi dire, amené à baisser la garde quant aux violations de ces derniers, tant dans les médias qu'au sein des institutions étatiques. C'est une autre raison pour laquelle il est extrêmement important que PBI poursuive son travail de manière rigoureuse.



Colombie

Portrait de l'avocat German Romero, un défenseur des droits humains qui se bat pour la dignité des victimes

Le défenseur des droits humains German Romero est un avocat assez charismatique de l'organisation Derechos Humanos Colombia que PBI accompagne régulièrement. Sa situation de sécurité s'est particulièrement dégradée depuis fin de l'année dernière : les menaces et les intimidations à son encontre se sont alors accentuées. Mais il a conservé toute sa motivation et son opiniâtreté. Dans le portrait qu'elle dresse de lui, l'ex-volontaire belge de PBI, Nathalie Bienfait, se sert notamment d'un entretien qu'elle a eu avec l'avocat il y a plusieurs mois.

C'était un de ces matins où un appel téléphonique te réveille très tôt. De l'autre côté du fil, c'est l'équipe de terrain de Bogotá, qui t'annonce qu'elle a reçu un appel de l'avocat défenseur des droits humains de l'organisation accompagnée DH Colombia, German Romero. Vers 6 h du matin, alors qu'il venait de sortir pour accompagner ses filles à l'école, sa femme a reçu plusieurs appels anonymes, dont un avec le message : « Tu crois quand même pas qu'on va te laisser en vie toute la vie », puis ça racroche. Un silence et une angoisse. Très vite on se prépare, on s'organise et une équipe se rend chez lui pour voir comment il va et comment donner de la visibilité à l'accompagnement international et préparer des actions d'accompagnement intégral suite à ces menaces à répétition.



*L'avocat German Romero
lors de son entretien avec PBI*

German Romero est un grand avocat en Colombie. Il défend de nombreuses victimes de crimes d'Etat dans des cas emblématiques comme les disparitions forcées de la reprise du contrôle du palais de justice (en novembre 1985), des mères de jeunes hommes qui ont été assassinés et faussement accusés de faire partie de la guérilla (connus sous le nom de « faux-positifs »). Il représente également comme partie civile la Communauté de Paix de San José de Apartadó, le Mouvement Ríos Vivos Antioquia dans le cadre de l'enquête sur les possibles violations et abus commis par l'Entreprise Publique de Medellín

(EPM) et le projet d'Hydroituango, pour ne citer que quelques affaires.

Cette dernière année, la situation de sécurité de German s'est dégradée. Les menaces et intimidations se sont accentuées : un mois avant cette menace directe à son domicile, on lui avait volé son ordinateur portable, contenant de nombreuses informations précieuses sur les procédures judiciaires qu'il mène. Et bien qu'il y ait une caméra de surveillance qui a mis en évidence les visages des personnes derrière ce vol, le Parquet n'a réalisé aucun avancement majeur dans l'enquête.

L'augmentation de ces menaces est survenue en même temps que le début d'un procès emblématique dans la Juridiction Spéciale pour la Paix (JEP – institution de justice transitionnelle créée par l'Accord de Paix entre le Gouvernement et les ex-FARC), celui de l'ancien commandant des Armées Colombiennes, le général retraité Mario Montoya. Ce dernier est accusé de plusieurs crimes contre l'humanité, notamment du meurtre d'environ 2400 jeunes exécutés pour augmenter de façon artificielle les statistiques de l'armée dans son combat contre la guérilla, entre 2006 et 2008, période durant laquelle il était le commandant en chef. Dans cette procédure contre le Général, German est l'avocat qui représente Alfamir Castillo, mère de Darbey Mosquera, qui a été assassiné par l'armée. Elle-même a été victime d'un attentat en janvier 2019.

Suite à ces menaces, nous avons entamé une grande action de visibilité et organisé plusieurs réunions, d'une part, avec le corps diplomatique de Bogotá, et, d'autre part, avec des institutions colombiennes, pour demander la protection effective du défenseur ainsi qu'une enquête sur les différentes attaques qu'il a subies.

German est une personne très charismatique, même s'il n'aime pas beaucoup être le centre d'attention. Il est avocat diplômé depuis 2006 mais, en 2002, il donnait déjà des conseils juridiques à des paysans et paysannes victimes du conflit armé, des personnes déplacées, et donnait des cours d'alphabétisation. Quand on lui demande ce qui l'a poussé à devenir avocat et défenseur des droits humains, il vous raconte sa vie, d'où il vient, les souffrances dont il a été témoin là où il a grandi. Il parle de ses années d'université dans un contexte complexe du Bogotá de la fin des années 1990, où les différents groupes armés illégaux s'invitaient dans les campus



A m é r i q u e s

et créaient des situations de tensions. Il s'est engagé dès son plus jeune âge et s'est senti comme une personne critique qui devait prendre position. A ce sujet, il déclare : « Je ne crois pas en la défense des droits humains comme quelque chose de technique visant à soutenir qu'on a tel droit parce que c'est écrit dans la Déclaration universelle des droits de l'Homme. Je crois que la défense des droits humains a une vocation politique qui doit être clairement affichée, et que le droit doit être au service de ces objectifs politiques ».

Et si les cas qu'il défend sont uniquement des cas de victimes de crimes d'Etat, c'est parce qu'il veut dénoncer les violations des droits du peuple colombien. Or, l'Etat est le plus grand responsable de la garantie, du respect et de la protection de ces droits. Pour German, il existe une structure criminelle qui défend ses intérêts au détriment du droit du peuple, et la violence qui existe aujourd'hui en Colombie est, dans sa grande majorité, la responsabilité de l'Etat.

Suite à ses nombreuses prises de position très critiques vis-à-vis du gouvernement et de l'Etat, dans sa lutte pour la vérité et le droit à la justice auprès de personnes et communautés qui ont vu leurs droits bafoués, il a lui-même été victime de nombreuses intimidations et attaques. « La répression et la violence socio-politique en Colombie ont atteint des dimensions très élevées et très graves, explique German, et le pire c'est qu'elles ont été normalisées. Aujourd'hui, je parle du Général Montoya et des crimes qu'il est accusé d'avoir commis et, pour certaines personnes, c'est normal et accepté, et ces secteurs qui justifient ces crimes, qui trouvent aussi normal de torturer des jeunes étudiants parce qu'ils prennent part à des manifestations, sont ceux représentés par des élites politiques au pouvoir actuellement. C'est pour ça que je suis un défenseur des droits humains ».

German parle aussi de l'inspiration d'autres avocats comme Eduardo Umaña, assassiné en 1998, et de ce sentiment de devoir défendre des victimes de crimes commis par des fonctionnaires d'un Etat, qui, pour cette raison, se trouvent dans une situation de « profonde iniquité ». Et d'évoquer l'idée de pouvoir faire un procès de défense des droits humains qui passent par un profond respect des victimes. Même si on n'obtient pas les résultats désirés, il considère que les crimes commis sont rendus publics et ne restent plus sous silence. À cet égard, German Romero, reste une personne qui critique profondément le système judiciaire et même les institutions issues de l'Accord de Paix, comme la JEP ou encore la Commission pour l'Éclaircissement de la Vérité : « Mon travail n'est pas de donner les informations à cette Commission, dit-il. Moi, ce qui m'intéresse, c'est de parler avec cette Commission, de discuter et de voir si les commissionnaires peuvent assumer tout ce que je peux apporter ».

Une autre thématique également au centre de son travail et de ses intérêts se rapporte au problème de la

terre en Colombie. Les affaires d'accès à la terre, de dépeuplement et de restitution de terres font partie à ses yeux des cas les plus complexes qu'il défend et des principaux problèmes qu'affronte la Colombie, de même que les conditions de vie du monde rural. « Chaque fois que je reviens d'un territoire où j'ai accompagné un processus paysan, précise-t-il, je suis toujours plus convaincu qu'il faut continuer cette lutte, et moi, en tant qu'avocat, je n'ai que le droit pour me permettre d'être utile ».



De gauche à droite, Giulia Lea (PBI), Marcel Lebleu (Ambassadeur du Canada en Colombie), Alejandra Garzón, German Romero et Martha Castillo (DH Colombia)

Dans un contexte toujours plus complexe d'assassinats systématiques de défenseur(e)s des droits humains, de l'environnement ou de communautés, la Colombie reste l'un des pays les plus dangereux pour les défenseurs des droits humains ou celles et ceux qui sont en quête de justice. Les récents scandales d'écoutes illégales de la part de certains Bataillons de l'Armée Nationale à l'encontre de défenseur(e)s des droits humains mettent en évidence les attaques et la persécution systématique dont souffre cette communauté. Il est d'autant plus important de continuer à rendre visible le travail que font les avocat(e)s et défenseur(e)s des droits humains comme German Romero mais aussi les histoires et les luttent qu'ils et elles représentent. Quand on demande à German ce qui le motive de continuer à travailler malgré les menaces et les risques pour sa sécurité, il nous répond : « Pour la même raison que je suis avocat défenseur des droits humains, c'est la dignité des personnes. Quand je vois les membres de la Communauté de Paix continuer leur lutte malgré les nombreuses menaces qui pèsent sur eux, quand je vois toutes ces femmes et tous ces hommes que nous représentons, nous soutenons, ces familles qui ont perdu un fils dans une manifestation étudiante et qui restent beaucoup plus déterminées que l'on peut imaginer, parce qu'ils et elles ne veulent pas que ces crimes soient oubliés et comme je peux aider dans cette lutte, je trouve la force de tenir ».

Nathalie Bienfait



Kenya

Les quartiers informels de Nairobi ont besoin d'eau potable pour lutter contre le Covid-19

À Nairobi, au Kenya, les personnes défenseuses des droits humains soutenues par PBI contribuent à donner accès à l'eau potable à un plus grand nombre de personnes.

Le Kenya a enregistré les premiers cas de Covid-19 à la mi-mars, suite à quoi le gouvernement a appelé la population à suivre les mesures de l'OMS telles que le lavage des mains, l'hygiène et la distanciation sociale. De telles mesures sont difficiles à appliquer dans les zones marginalisées de Nairobi, notamment à cause du manque d'approvisionnement en eau propre. La raison en est le manque d'accès à l'eau potable. Comme le rapporte le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'Homme, environ 60 % de la population urbaine vit dans des quartiers informels. Un tiers dit vivre à une demi-heure ou plus du point d'eau le plus proche. Ces derniers font défaut, et de nombreuses personnes dépendent de l'eau surfacturée des vendeurs d'eau.

L'engagement central des organisations de base

Le travail des défenseurs des droits humains (DDH) œuvrant depuis la base est actuellement central. Nombre d'entre eux utilisent leurs propres ressources pour assurer les besoins sanitaires de base, tels que l'eau et l'hygiène. Les DDH achètent des réservoirs hygiéniques pour les membres de la communauté, en donnant la priorité aux groupes à risque comme les per-

sonnes de plus de 60 ans et les malades. La pression et leur charge de travail est énorme en cette période.

Les activistes du projet PBI Toolkit for WHRDs in Nairobi's Urban Settlements appellent, d'une part, les acteurs gouvernementaux à fournir des informations suffisantes à la population sur le virus et ses effets, et, d'autre part, à assurer les soins médicaux. De plus, ces derniers informent la population sur le virus et ses effets, et sensibilisent les communautés à prendre des mesures contre le Covid-19 : en montrant comment se protéger efficacement contre le virus et en expliquant aux adultes et aux enfants de garder leurs distances et de se laver les mains régulièrement.

Le couvre-feu et le travail de PBI

En raison de la situation actuelle, un couvre-feu, rigoureusement contrôlé par la police, a été imposé au Kenya à la fin du mois de mars. Depuis, des agressions policières ont été signalées, notamment dans les quartiers informels. En raison du couvre-feu, le travail de PBI n'est possible que de manière limitée. Ainsi, l'organisation se concentre actuellement sur le travail de réseautage et le suivi de la situation des droits humains.

La Rapporteuse spéciale des Nations Unies sensibilise la population aux violences policières à Nairobi

En février 2020, la Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur les exécutions extrajudiciaires, Agnès Callamard, a participé à une conférence à Nairobi. Le thème était la sécurité dans les banlieues urbaines, en particulier celle des jeunes hommes défavorisés. Les défenseurs des droits humains, les ONG et les experts sont depuis longtemps préoccupés par l'augmentation incontrôlée de la violence policière au Kenya. Cette visite a renforcé le travail des défenseurs de droits humains sur place.



Agnès Callamard à Nairobi en février 2020

Lors de sa visite au Kenya en février 2020, la Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur les exécutions extrajudiciaires, Agnès Callamard, a expliqué que de nombreux États sont particulièrement sévères envers les jeunes et les groupes de population défavorisés dans leur lutte contre la criminalité, la drogue ou le terro-

risme. Il apparaît particulièrement problématique que les fonctionnaires de l'État jouissent souvent de l'impunité dans les affaires impliquant des jeunes ou des personnes pauvres. Souvent, les enquêtes sur les meurtres ne sont pas menées correctement ou sont même activement entravées. Agnès Callamard a souligné qu'il s'agit là d'une violation flagrante du droit à la vie.

PBI avait activement encouragé la Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur les exécutions extrajudiciaires à se rendre au Kenya. Peu avant sa visite, les défenseurs des droits humains kenyans, Rahma Wako et Samuel Kirio, accompagnés par PBI, étaient venus en Suisse en décembre 2019. Ils avaient attiré l'attention sur la violence dans les quartiers informels de Nairobi et avaient présenté leurs demandes à l'approche de l'Examen Universel Périodique du Kenya par le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies.

Article de PBI-Suisse



Mexico

Obtilia Eugenio Manuel: «Ik zei tegen de mannen dat we niet moeten strijden tegen de vrouwen maar tegen de overheid»



Obtilia Eugenio Manuel is een mensenrechtenverdediger van het inheemse volk Tlapanecos uit de staat Guerrero en oprichter van de organisatie Pueblo Indígena Me'phaa (OPIM). In november 2019 ontving ze de Mexicaanse nationale prijs voor mensenrechten vanwege haar 'uitstekende loopbaan in de promotie en verdediging van fundamentele mensenrechten'. PBI begeleidde Obtilia van 2005 tot 2011.

Hoe en wanneer ben je begonnen met het verdedigen van mensenrechten?

Het begon allemaal toen ik bijna 12 jaar was. Ik zag dat er geen gerechtigheid was wanneer misdaden werden gepleegd. Ik zag vooral dat er veel geweld werd gepleegd tegen vrouwen. Ze waren vaak bang en zeiden niets uit angst voor hun man. Daarnaast was er een aantal jaar terug een epidemie waaraan vijftig mensen in mijn dorp zijn overleden, twee daarvan waren mijn broers. We hadden geen vaccin, want de overheid had geen belangstelling voor ons.

Wie heeft je ertoe aangezet om je voor dit probleem in te zetten?

Mijn vader. Hoewel hij weinig geld had, wilde hij dat ik zou studeren en naast mijn inheemse taal Spaans zou leren om het later aan de inwoners van mijn dorp te leren en mijn volk te kunnen verdedigen. Na de basisschool besloot hij om met mij naar Ayutla de los Libres te verhuizen zodat ik verder kon studeren. Ik herinner me nog dat we om 1 uur 's ochtends opstonden en tot 9 uur hebben gelopen omdat er geen weg was.

Mijn vader gaf veel om vrouwenrechten, hij vertelde me: "Vrouwen hebben het recht om net als hun echtgenoten te spreken en mee te doen aan politieke bijeenkomsten, en ze zijn er niet alleen maar om kinderen te baren." Ik was 13 jaar toen ik voor het eerst een workshop volgde bij het Instituto Nacional Indigenista (INI), tegenwoordig het Instituto Nacional de los Pueblos Indígenas (INPI) d.w.z. het Nationale Instituut voor Inheemse Volkeren.

Hoe heb je je in je dorp ingezet?

Ik deed mee aan de dorpsvergaderingen in mijn gemeenschap. In eerste instantie luisterde niemand naar me, dus begon ik de vrouwen uit mijn familie en later die van de gemeenschap samen te brengen: toen ik 17

was, behandelden ze me alsof ik een advocate was. Ik zorgde voor de bemiddeling tussen mannen en vrouwen. Ik heb altijd gedacht dat de strijd een strategie was om ons intern te verdelen en ik zette me juist in voor hulp, voor samenhang en voor samenwerking. Ik zei tegen de mannen: "We moeten niet strijden tegen de vrouwen, maar tegen de overheid. We hebben medicijnen nodig, een weg, leraren, zodat onze kinderen vooruitgang kunnen boeken."

Wanneer kwam je erachter dat je een mensenrechtenverdediger was?

Het was in 1998, toen 16 Me'phaa-mannen van de Camalote-gemeenschap onder dwang werden gesteriliseerd. Ik heb ze gesteund met het indienen van een klacht bij het Secretariaat van Volksgezondheid en bij de regering. Ik moest van de autoriteiten verantwoorden wie ik was en toen heb ik me zo gepresenteerd, als mensenrechtenverdediger. In 2000 zagen we de noodzaak om een organisatie te vormen die trainingen aan inheemse volkeren gaf

over hun rechten. Later raakte ik ook erg betrokken bij de zaak van Valentina Rosendo Cantú, die op 22 februari 2002 door leden van het leger werd verkracht. Ik moest voor haar vertalen, omdat ze geen Spaans sprak. Later kreeg ik veel bedreigingen vanwege de aanklachten tegen de militairen en omdat ik voor vrouwenrechten vocht.

Wat vind je van de begeleiding van PBI?

Ik ben PBI heel erg dankbaar, omdat ze heel veel helpen. Het is lastig om woorden te vinden om het te beschrijven. Ik vind het fijn hoe ze werken: hun wapens zijn hun T-shirts. Ik vind het belangrijk dat ze op het internationale toneel aanwezig zijn en dat ze met lokale en nationale autoriteiten spreken. Er zijn nog maar weinig mensen die zich bewust zijn van de noodzaak hiervan voor de goede functionering en verandering van het land.

Artikel van PBI-Nederland



In november 2019 ontving Obtilia Eugenio Manuel de Mexicaanse nationale prijs voor mensenrechten van de president Lopez Obrador

